

stor  
CA1  
EA10  
2001T21  
EXF



CANADA

TREATY SERIES 2001/21 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TRADE

Agreement establishing the Advisory Centre on WTO Law.

Seattle, November 30, 1999

In force July 15, 2001

---

## COMMERCE

Accord instituant le centre consultatif sur la législation de L'OMC .

Seattle, le 30 novembre, 1999

En vigueur le 15 juillet, 2001

---

PLEASE RETURN TO THE TREATY SECTION  
VEUILLEZ RENVOYER À LA SECTION DES TRAITÉS





CANADA

TREATY SERIES **2001/21** RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TRADE

Agreement establishing the Advisory Centre on WTO Law.

Seattle, November 30, 1999

In force July 15, 2001

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères

JUN 28 2002

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

---

## COMMERCE

Accord instituant le centre consultatif sur la législation de L'OMC .

Seattle, le 30 novembre, 1999

En vigueur le 15 juillet, 2001

---

63507669

63507556



**AGREEMENT**  
**ESTABLISHING**  
**THE ADVISORY CENTRE ON WTO LAW**

Min. des Affaires étrangères  
Dept. of Foreign Affairs  
38th 2 8 2002  
Bibliothèque du Département des Affaires étrangères  
Bibliothèque des Affaires étrangères

COMMERCE

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information  
Document released pursuant to the Access to Information Act  
Date de diffusion: 1999  
Date de diffusion: 1999

LE CENTRE CONSULTATIF  
LE CENTRE CONSULTATIF  
LE CENTRE CONSULTATIF

THE PARTIES TO THIS AGREEMENT

**ACCORD  
INSTITUANT  
LE CENTRE CONSULTATIF  
SUR LA LÉGISLATION DE L'OMC**

Les Parties à cet accord ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC. Elles ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC.

Les Parties à cet accord ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC. Elles ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC.

Les Parties à cet accord ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC. Elles ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC.

Les Parties à cet accord ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC. Elles ont convenu de ce qui suit en vue de promouvoir et de faciliter le développement économique et social des pays en développement et de leur permettre de bénéficier de la coopération technique et de l'assistance financière de l'OMC.

LES PARTIES À CET ACCORD

**AGREEMENT ESTABLISHING  
THE ADVISORY CENTRE ON WTO LAW**

THE PARTIES TO THIS AGREEMENT

- *Noting* that the Agreement Establishing the World Trade Organisation (hereinafter referred to as the „WTO“) created a complex legal system and elaborate procedures for the settlement of disputes;
- *Noting further* that developing countries, in particular the least developed among them, and the countries with economies in transition have limited expertise in WTO law and the management of complex trade disputes and their ability to acquire such expertise is subject to severe financial and institutional constraints;
- *Recognising* that a proper balance of rights and obligations under the Agreement Establishing the WTO can only be maintained if all Members of the WTO have a full understanding of their rights and obligations thereunder and an equal opportunity to resort to the WTO dispute settlement procedures;
- *Recognising further* that the credibility and acceptability of the WTO dispute settlement procedures can only be ensured if all Members of the WTO can effectively participate in it;
- *Resolved*, therefore, to create a source of legal training, expertise and advice on WTO law readily accessible to developing countries, in particular the least developed among them, and countries with economies in transition;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

**ACCORD INSTITUANT  
LE CENTRE CONSULTATIF SUR LA LÉGISLATION DE L'OMC**

**LES PARTIES AU PRÉSENT ACCORD**

- *Prenant* note que l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l' « OMC ») a créé un système juridique et des procédures complexes pour le règlement des différends;
- *Prenant* note en outre que les pays en voie de développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et les économies en transition ont une expertise limitée de la législation de l'OMC ainsi que de la gestion de différends commerciaux complexes et que leur capacité à acquérir ladite expertise est limitée par de sérieuses contraintes financières et institutionnelles;
- *Reconnaissant* qu'il ne saurait y avoir de juste équilibre entre les droits et les obligations résultant de l'Accord instituant l'OMC que si tous les Membres de l'OMC comprennent les droits et les obligations qui en résultent et s'ils ont les mêmes possibilités de recourir aux procédures de règlement des différends de l'OMC;
- *Reconnaissant* en outre que la crédibilité et l'acceptabilité des procédures de règlement des différends de l'OMC ne peuvent être assurées que si tous les Membres de l'OMC peuvent y participer avec efficacité;
- *Résolues*, par conséquent, à créer une source de formation, d'expertise et d'avis juridiques sur la législation de l'OMC aisément accessible aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux, et aux économies en transition;

**SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:**

*Article 1**Establishment of the Advisory Centre on WTO Law*

The Advisory Centre on WTO Law (hereinafter referred to as the "Centre") is hereby established.

*Article 2**Objectives and Functions of the Centre*

1. The purpose of the Centre is to provide legal training, support and advice on WTO law and dispute settlement procedures to developing countries, in particular to the least developed among them, and to countries with economies in transition.

2. To this end, the Centre shall:

- Provide legal advice on WTO law;
- Provide support to parties and third parties in WTO dispute settlement proceedings;
- Train government officials in WTO law through seminars on WTO law and jurisprudence, internships and other appropriate means; and
- Perform any other functions assigned to it by the General Assembly.

*Article 3**Structure of the Centre*

1. The Centre shall have a General Assembly, a Management Board and an Executive Director.

2. The General Assembly shall consist of the representatives of the Members of the Centre and the representatives of the least developed countries listed in Annex III to this Agreement. The General Assembly shall meet at least twice a year to:



*Article 1<sup>er</sup>**Institution du Centre consultatif sur la législation de l'OMC*

Le Centre consultatif sur la législation de l'OMC (ci-après dénommé le « Centre » ) est institué par le présent accord.

*Article 2**Objectifs et fonctions du Centre*

1. Le but du Centre est de fournir aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux, et aux économies en transition une formation, une aide et des avis juridiques relatifs à la législation de l'OMC et aux procédures de règlement des différends.

2. A cette fin, le Centre:

- donnera des avis juridiques sur la législation de l'OMC;
- fournira une aide aux Parties et aux tierces parties dans les procédures de règlement des différends de l'OMC;
- formera des fonctionnaires dans le droit de l'OMC par des séminaires sur la législation et la jurisprudence de l'OMC, des stages et d'autres moyens appropriés;
- et exercera toute autre fonction que lui est assignée par l'Assemblée générale.

*Article 3**Structure du Centre*

1. Le Centre disposera d'une Assemblée générale, d'un Conseil de direction et d'un Directeur général.

2. L'Assemblée générale sera composée des représentants des Membres du Centre et des représentants des pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III. L'Assemblée générale se réunira au moins deux fois l'an pour:

- Evaluate the performance of the Centre;
- Elect the Management Board;
- Adopt regulations proposed by the Management Board;
- Adopt the annual budget proposed by the Management Board;
- and
- Perform the functions assigned to it under other provisions of this Agreement.

The General Assembly shall adopt its rules of procedure.

3. The Management Board shall consist of four members, a representative of the least developed countries and the Executive Director. The persons serving on the Management Board shall serve in their personal capacity and shall be selected on the basis of their professional qualifications in the field of WTO law or international trade relations and development.

4. The members of the Management Board and the representative of the least developed countries on the Management Board shall be appointed by the General Assembly. The Executive Director shall serve *ex officio* on the Management Board. The group of Members listed in Annex I to this Agreement and the three groups of Members listed in Annex II to this Agreement may each nominate one member of the Management Board for appointment by the General Assembly. The least developed countries listed in Annex III to this Agreement may nominate their representative on the Management Board for appointment by the General Assembly.

5. The Management Board shall report to the General Assembly. The Management Board shall meet as often as necessary to:

- Take the decisions necessary to ensure the efficient and effective operation of the Centre in accordance with this Agreement;
- Prepare the annual budget for the Centre for approval by the General Assembly;
- Decide on appeals by Members to whom legal support in a dispute settlement proceeding has been denied;

- évaluer les performances du Centre ;
- élire le Conseil de direction;
- adopter les règles proposées par le Conseil de direction;
- adopter le budget annuel proposé par le Conseil de direction; et
- exercer les fonctions qui lui sont assignées au titre des autres articles du présent accord.

L'Assemblée générale adoptera son propre règlement intérieur.

3. Le Conseil de direction sera composé de quatre membres, d'un représentant des pays les moins avancés et du Directeur général. Les membres du Conseil de direction y siégeront à titre personnel et seront élus en fonction de leurs compétences en matière de droit de l'OMC ou de relations commerciales internationales et de développement.

4. Les membres du Conseil de direction et le représentant des pays les moins avancés au Conseil de direction seront nommés par l'Assemblée générale. Le Directeur général sera membre *ès qualités* du Conseil de direction. Le groupe de Membres énuméré à l'Annexe I du présent accord et les trois groupes de Membres énumérés à l'Annexe II du présent accord pourront chacun proposer un membre du Conseil de direction pour nomination par l'Assemblée générale. Les pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III du présent accord pourront proposer leur représentant au Conseil de direction pour nomination par l'Assemblée générale.

5. Le Conseil de direction fera rapport à l'Assemblée générale. Le Conseil de direction se réunira aussi souvent que nécessaire pour:

- adopter les décisions nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement du Centre conformément au présent accord;
- préparer le budget annuel du Centre pour approbation par l'Assemblée générale;
- décider des recours déposés par les Membres à qui l'aide juridique dans une procédure de règlement des différends a été refusée;

- Supervise the administration of the Centre's endowment fund;
- Appoint an external auditor;
- Appoint the Executive Director in consultation with Members;
- Propose for adoption by the General Assembly regulations on:
  - The procedures of the Management Board;
  - The duties and conditions of service of the Executive Director, the staff of the Centre and consultants contracted by the Centre; and
  - The administration and investment policy of the Centre's endowment fund;
- Perform the functions assigned to it under other provisions of this Agreement.

6. The Executive Director shall report to the Management Board and shall be invited to participate in all its meetings. The Executive Director shall:

- Manage the Centre's day-to-day operations;
- Hire, direct and dismiss the staff of the Centre in accordance with the staff regulations adopted by the General Assembly;
- Contract and supervise consultants;
- Submit to the Management Board and the General Assembly an independently audited statement of receipts and expenditures relating to the budget during the preceding fiscal year; and
- Represent the Centre externally.

#### *Article 4*

#### *Decision-Making*

1. The General Assembly shall take its decisions by consensus. A proposal considered for adoption at a meeting of the General Assembly shall be deemed to have been adopted by consensus if no formal objections are raised against it during the meeting by any Member of the Centre. This provision shall apply mutatis mutandis also to decisions by the Management Board.

- superviser la gestion de la dotation en capital du Centre;
- nommer un commissaire aux comptes externe;
- nommer le Directeur général en consultation avec les Membres;
- proposer, pour adoption par l'Assemblée générale, des règles sur:
  - les procédures du Conseil de direction;
  - les attributions et les conditions d'emploi du Directeur général, du personnel du Centre et des consultants engagés par le Centre; et
  - la politique de gestion et d'investissement de la dotation en capital du Centre;
- exercer les fonctions qui lui sont assignées au titre des autres dispositions du présent accord.

6. Le Directeur général fera rapport au Conseil de direction et sera invité à participer à toutes ses réunions. Le Directeur général:

- gèrera les affaires courantes du Centre;
- recrutera, dirigera et licenciera le personnel du Centre, conformément au règlement du personnel adopté par l'Assemblée générale;
- engagera et supervisera les consultants;
- soumettra au Conseil de direction et à l'Assemblée générale un bilan vérifié par un tiers portant sur le budget de l'exercice précédent; et
- représentera le Centre à l'extérieur.

#### *Article 4*

##### *Prise de décisions*

1. L'Assemblée générale adoptera ses décisions par consensus. Une proposition examinée pour adoption lors d'une réunion de l'Assemblée générale sera réputée adoptée si durant la réunion aucun Membre du Centre ne s'y oppose formellement. La présente disposition s'appliquera également, *mutatis mutandis*, aux décisions adoptées par le Conseil de direction.

2. If the Chairperson of the General Assembly or the Management Board determines that a decision cannot be arrived at by consensus, the Chairperson may decide to submit the matter to a vote by the General Assembly. In such a case, the General Assembly shall take its decision by a majority of four-fifth of the Members present and voting. Each Member shall have one vote. A simple majority of the Members of the Centre shall constitute the quorum for any meeting of the General Assembly during which a matter is submitted to a vote.

3. In the case of decisions on amendments the procedures set out in paragraph 1 of Article 11 of this Agreement shall apply.

#### *Article 5*

##### *Financial Structure of the Centre*

1. An endowment fund shall be created with the contributions made by Members in accordance with paragraph 2 of Article 6 of this Agreement.

2. The Centre shall charge fees for legal services in accordance with the schedule of fees set out in Annex IV to this Agreement.

3. The annual budget of the Centre shall be funded by the revenues from the Centre's endowment fund, the fees for services rendered by the Centre and any voluntary contributions made by governments, international organisations or private sponsors.

4. The Centre shall have an external auditor.

#### *Article 6*

##### *Rights and Obligations of Members*

1. Each developing country Member and each Member with an economy in transition listed in Annex II to this Agreement is entitled to the services of the Centre in accordance with the regulations adopted by the General Assembly and the schedule of fees set out in Annex IV. Each Member may

2. Si le président de l'Assemblée générale ou le Conseil de direction constate qu'il n'est pas possible de parvenir à une décision par consensus, le président pourra décider de soumettre la question à un vote par l'Assemblée générale. Dans ce cas, l'Assemblée générale adoptera sa décision à la majorité des quatre cinquièmes des Membres présents et votants. Chaque membre disposera d'une voix. La majorité simple des Membres du Centre constituera le quorum pour toute réunion de l'Assemblée générale pendant laquelle une question est mise aux voix.

3. Les procédures énoncées au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'Article 11 du présent accord s'appliqueront aux décisions portant sur des amendements.

#### *Article 5*

##### *Structure financière du Centre*

1. Une dotation en capital sera créée à l'aide des contributions versées par les Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 du présent accord.

2. Le Centre facturera les frais des services juridiques en fonction de la nomenclature tarifaire figurant à l'Annexe IV du présent accord.

3. Le budget annuel du Centre sera financé par les recettes de la dotation en capital du Centre, des frais facturés pour les prestations du Centre et de toute contribution volontaire versée par des gouvernements, des organisations internationales ou des parrainages privés.

4. Le Centre disposera d'un commissaire aux comptes externe.

#### *Article 6*

##### *Droits et obligations des Membres*

1. Chaque pays en développement Membre et chaque Membre dont l'économie est en transition, énuméré à l'Annexe II du présent accord, a droit aux services du Centre conformément aux règles adoptées par l'Assemblée générale et à la nomenclature tarifaire énoncée à l'Annexe IV. Chaque Membre

request that the support in WTO dispute settlement proceedings be provided in any of the three official languages of the WTO.

2. Each Member that has accepted this Agreement shall promptly pay a one-time contribution to the Centre's endowment fund and/or annual contributions during the first five years of operation of the Centre in accordance with the scale of contributions set out in Annexes I and II to this Agreement. Each Member that has acceded to this Agreement shall make contributions in accordance with the provisions of its instrument of accession.

3. Each Member shall promptly pay the fees for the services rendered by the Centre.

4. If the Management Board determines that a Member is in default of any of its obligations under paragraph 2 or 3 of this Article, it may decide to bar that Member from the exercise of its rights under paragraph 1 of this Article.

5. Nothing in this Agreement shall be construed to imply any financial liability for any Member beyond the liabilities arising from paragraphs 2 and 3 of this Article.

#### *Article 7*

##### *Rights of Least Developed Countries*

The least developed countries listed in Annex III shall be accorded at their request the services of the Centre in accordance with the regulations adopted by the General Assembly and the schedule of fees set out in Annex IV. Each of these countries may request that the support in WTO dispute settlement proceedings be provided in any of the three official languages of the WTO.



pourra demander que l'assistance dans la procédure de règlement des différends de l'OMC soit fournie dans l'une des trois langues officielles de l'OMC.

2. Chaque Membre ayant accepté le présent accord sera tenu de verser dans les moindres délais une contribution unique à la dotation en capital du Centre et/ou des contributions annuelles pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, conformément au barème des contributions figurant aux Annexes I et II du présent accord. Tout Membre ayant adhéré au présent accord versera des contributions conformément aux dispositions de l'instrument d'adhésion.

3. Chaque Membre paiera, dans les moindres délais, les frais facturés pour les services fournis par le Centre.

4. Si le Conseil de direction constate qu'un Membre ne respecte pas l'une de ses obligations en vertu du paragraphe 2 ou 3 du présent Article, il pourra décider de refuser à ce Membre l'exercice de ses droits au titre du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent Article.

5. Rien dans le présent accord ne sera interprété comme impliquant une responsabilité financière pour un Membre, au-delà des responsabilités découlant des paragraphes 2 et 3 du présent Article.

#### *Article 7*

##### *Droits des pays les moins avancés*

Les pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III bénéficieront, lorsqu'ils en feront la demande, des services du Centre, conformément aux règles adoptées par l'Assemblée générale et au tarif énoncé à l'Annexe IV. Chacun de ces pays pourra demander que l'assistance dans les procédures de règlement des différends de l'OMC soit fournie dans l'une quelconque des trois langues officielles de l'OMC.

*Article 8**Priorities in the Allocation of Support in WTO Dispute Settlement Proceedings*

If two countries entitled to support in WTO dispute settlement proceedings are involved in the same proceeding, support shall be granted in accordance with the following priorities: First, least developed countries; second, Members that have accepted this Agreement; third, Members that acceded to this Agreement. The General Assembly shall adopt regulations on the allocation of support in WTO dispute settlement proceedings that reflect these priorities.

*Article 9**Co-operation with Other International Organisations*

The Centre shall co-operate with the World Trade Organisation and other international organisations with a view to furthering the objectives of this Agreement.

*Article 10**Legal Status of the Centre*

1. The Centre shall have legal personality. It shall have in particular the capacity to contract, to acquire and dispose of immovable and movable property and to institute legal proceedings.
2. The Centre shall be located in Geneva, Switzerland.
3. The Centre shall seek to conclude an agreement with the Swiss Confederation on the status, privileges and immunities of the Centre. The agreement may be signed by the Chairperson of the General Assembly subject to the approval by the General Assembly. The agreement may provide that the Swiss Confederation shall accord to the Centre, its Executive Director and its staff the status, privileges and immunities that the Swiss Confederation accords to permanent diplomatic missions and their members or to international organisations and their staff.

*Article 8*

*Priorités dans la répartition de l'assistance fournie dans les procédures de règlement des différends de l'OMC.*

Si deux pays ayant droit à une assistance dans les procédures de règlement des différends de l'OMC sont impliqués par une même procédure, l'aide sera fournie en fonction des priorités suivantes: En premier lieu, les pays les moins avancés; en deuxième lieu, les Membres ayant accepté le présent accord; en troisième lieu, les Membres ayant adhéré au présent accord. L'Assemblée générale adoptera des règles relatives à la répartition de l'assistance fournie dans les procédures de règlement des différends de l'OMC qui reflèteront ces priorités.

*Article 9*

*Coopération avec d'autres organisations internationales*

Le Centre coopèrera avec l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales en vue de promouvoir les objectifs du présent accord.

*Article 10*

*Statut juridique du Centre*

1. Le Centre aura la personnalité juridique. Il aura notamment la capacité de s'engager par contrat, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers et d'engager des poursuites légales.
2. Le Centre sera installé à Genève, Suisse.
3. Le Centre s'efforcera de conclure un accord avec la Confédération Suisse sur le statut, les privilèges et les immunités du Centre. L'accord pourra être signé par le président de l'Assemblée générale sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale. L'accord pourra stipuler que la Confédération Suisse accordera au Centre, au Directeur général et au personnel le statut, les privilèges et les immunités que la Confédération Suisse

*Article 11**Amendment, Withdrawal and Termination*

1. Any Member of the Centre and the Management Board may submit to the General Assembly a proposal to amend a provision of this Agreement. The proposal shall be promptly notified to all Members. The General Assembly may decide to submit the proposal to Members for acceptance. The amendment shall take effect on the 30<sup>th</sup> day following the date on which the depositary has received the instruments of acceptance of all Members.
2. If the financial situation of the Centre so requires, any Member of the Centre and the Management Board may submit to the General Assembly a proposal to amend the scale of contributions set out in Annexes I and II to this Agreement and the schedule of fees set out in Annex IV to this Agreement. The amendment shall take effect on the 30<sup>th</sup> day following the date on which the General Assembly adopted it by unanimous decision.
3. Paragraphs 1 and 2 of this Article are without prejudice to the obligation of the Management Board to modify Annexes II and IV in accordance with the Notes contained therein.
4. Any Member may at any time withdraw from this Agreement by giving written notice to the Depositary. The Depositary shall inform the Executive Director of the Centre and the Members of the Centre of such a notice. The withdrawal shall become effective on the 30<sup>th</sup> day following the date on which the notice has been received by the Depositary. The obligation to pay the fees for services rendered by the Centre in accordance with paragraph 3 of Article 6 of this Agreement is unaffected by the withdrawal. The withdrawing Member shall not be entitled to a reimbursement of its contributions to the Centre's endowment fund.
5. The General Assembly may decide to terminate this Agreement. Upon the termination, the Centre's assets shall be distributed among the present and former Members of the Centre in proportion to the total of each Member's contributions to the endowment fund and/or the annual budget of the Centre.

accorde aux missions diplomatiques permanentes et à leurs membres ou aux organisations internationales et à leur personnel.

#### *Article 11*

##### *Amendement, retrait et dénonciation*

1. Tout Membre du Centre et le Conseil de direction pourra soumettre à l'Assemblée générale une proposition d'amendement d'une disposition du présent accord. La proposition sera notifiée dans les moindres délais à tous les Membres. L'Assemblée générale pourra décider de soumettre la proposition à l'approbation des Membres. L'amendement entrera en vigueur le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle le dépositaire aura reçu les instruments d'acceptation de tous les Membres.

2. Si la situation financière du Centre l'exige, tout Membre du Centre et le Conseil de direction pourra soumettre à l'Assemblée générale une proposition pour modifier le barème de contributions énoncé aux Annexes I et II du présent accord et le tarif énoncé à l'Annexe IV du présent Accord. La modification prendra effet le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle l'Assemblée générale l'aura adoptée à l'unanimité.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent Article sont sans préjudice de l'obligation du Conseil de direction de modifier les Annexes II et IV conformément aux Notes qui y sont contenues.

4. Tout Membre pourra, à tout moment, se retirer du présent accord en notifiant le dépositaire par écrit. Le dépositaire informera le Directeur général du Centre et les Membres du Centre d'une telle notification. Le retrait prendra effet le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle l'avis aura été reçu par le dépositaire. Le retrait est sans effet sur l'obligation de payer les frais pour les services rendus par le Centre, conformément au paragraphe 3 de l'Article 6 du présent accord. Le Membre qui se retire n'aura pas droit au remboursement de ses contributions à la dotation en capital du Centre.

*Article 12**Transitional Arrangements*

1. During the Centre's first five years of operation the annual budget of the Centre shall be funded by the annual contributions made by the Members in accordance with paragraph 2 of Article 6 of this Agreement and Annex I to this Agreement. During this period the revenues from the endowment fund and from the fees for services rendered shall accrue to the endowment fund.
2. During the Centre's first five years of operation the Management Board shall have five members. The Members listed in Annex I to this Agreement may nominate two persons to serve on the Management Board during that period.
3. The obligation of a Member to make annual contributions during the Centre's first five years of operation in accordance with paragraph 2 of Article 6 of this Agreement and Annex I to this Agreement shall not be affected by the withdrawal of that Member from this Agreement.

*Article 13**Acceptance and Entry into Force*

1. Any State or separate customs territory listed in Annex I, II or III to this Agreement may become a Member of the Centre by accepting this Agreement, by signature or by signature subject to ratification, acceptance or approval, during the third Ministerial Conference of the WTO to be held at Seattle from 30 November to 3 December 1999, and thereafter until 31 March 2000. The instrument of ratification, acceptance or approval shall be deposited no later than 30 September 2002.
2. This Agreement shall enter into force on the 30<sup>th</sup> day following the date upon which all of the following conditions are met:
  - The twentieth instrument of ratification, acceptance or approval or signature not subject to ratification, acceptance or approval

5. L'Assemblée générale pourra décider de dénoncer le présent accord. En cas de dénonciation, les actifs du Centre seront distribués entre les Membres actuels et passés du Centre au prorata du total des contributions de chaque Membre à la dotation en capital et/ou au budget annuel du Centre.

#### *Article 12*

##### *Dispositions transitoires*

1. Pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, le budget annuel du Centre sera financé par les contributions annuelles versées par les Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et de l'Annexe I du présent accord. Pendant cette période, les revenus provenant de la dotation en capital et des frais facturés pour services rendus seront versés à la dotation en capital.

2. Pendant les cinq premières années du fonctionnement du Centre, le Conseil général sera composé de cinq Membres. Les Membres figurant à l'Annexe I du présent accord pourront nommer deux personnes pour siéger au Conseil de direction pendant cette période.

3. L'obligation pour un Membre de verser des contributions annuelles pendant les cinq premières années de fonctionnement du Centre, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et de l'Annexe I du présent accord, ne sera pas affectée par le retrait de ce Membre du présent accord.

#### *Article 13*

##### *Acceptation et entrée en vigueur*

1. Tout Etat ou territoire douanier distinct énuméré dans les Annexes I, II ou III du présent accord pourra devenir Membre du Centre en acceptant le présent accord, par voie de signature ou par voie de signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, pendant la troisième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999, et ensuite jusqu'au 31 mars 2000. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation devront être déposés au plus tard le 30

has been deposited;

- The total of the one-time contributions to the Centre's endowment fund that the States or customs territories which have accepted this Agreement are obliged to make in accordance with paragraph 2 of Article 6 of this Agreement and Annexes I and II to this Agreement exceeds six million US dollars; and
- The total of the annual contributions that the States or customs territories which have accepted this Agreement are obliged to make in accordance with paragraph 2 of Article 6 of this Agreement and Annex I to this Agreement exceeds six million US dollars.

3. For each signatory of this Agreement that deposits its instrument of ratification, acceptance or approval after the date on which the conditions set out in paragraph 2 of this Article are met the Agreement shall enter into force on the 30<sup>th</sup> day following the date on which the instrument of ratification, acceptance or approval has been deposited.

*Article 14*

*Reservations*

No reservations may be made in respect of any provision of this Agreement.

*Article 15*

*Annexes*

The Annexes to this Agreement constitute an integral part of this Agreement.

*Article 16*

*Accession*

Any Member of the WTO and any State or separate customs territory in process of acceding to the WTO may become a Member of the Centre by acceding to this Agreement on terms and conditions agreed between it and the Centre. Accessions shall be effected by an instrument of accession approved



septembre 2002.

2. Le présent accord entrera en vigueur le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle les conditions suivantes auront été réunies:

- le vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou de signature non soumise à ratification, acceptation ou approbation aura déposé;
- le total des contributions uniques versées à la dotation en capital du Centre que les Etats et les territoires douaniers distincts ayant accepté le présent accord sont obligés de verser, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et aux Annexes I et II du présent accord, dépassera six millions de dollars américains; et
- le total des contributions annuelles que les Etats ou les territoires douaniers distincts ayant accepté le présent accord sont obligés de verser, conformément au paragraphe 2 de l'Article 6 et à l'Annexe I du présent Accord, dépassera six millions de dollars américains.

3. Pour chaque signataire du présent accord qui déposera ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation après la date à laquelle les conditions visées au paragraphe 2 du présent Article auront été remplies, l'accord entrera en vigueur le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront été déposés.

#### *Article 14*

##### *Réserves*

Il ne pourra être formulé de réserves en ce qui concerne une disposition du présent accord.

by the General Assembly. The General Assembly shall approve the instrument of accession only if the Management Board advises it that the accession would cause neither financial nor operational problems for the Centre. This Agreement shall enter into force for the acceding Member of the WTO or for the State or separate customs territory in process of acceding to the WTO on the 30th day following the date on which the instrument of accession was deposited with the depositary.

#### *Article 17*

##### *Depositary and Registration*

1. This Agreement shall be deposited with the Government of the Kingdom of the Netherlands.
2. This Agreement shall be registered in accordance with the provisions of Article 102 of the Charter of the United Nations.

DONE at Seattle, this thirtieth day of November one thousand nine hundred and ninety-nine, in a single copy, in the English, French and Spanish languages, each text being equally authentic.

*Article 15**Annexes*

Les Annexes du présent accord font partie intégrante de cet accord.

*Article 16**Adhésion*

Tout Membre de l'OMC et tout Etat ou territoire douanier distinct en cours d'accession à l'OMC pourra devenir Membre du Centre en adhérant au présent accord aux conditions convenues entre lui et le Centre. Les adhésions seront effectuées par un instrument d'adhésion approuvé par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale n'approuvera l'instrument d'adhésion que si le Conseil de direction l'informe que l'adhésion ne poserait de problème, ni financier, ni opérationnel, au Centre. Le présent accord entrera en vigueur, pour le Membre de l'OMC qui adhère ou pour l'Etat ou le territoire douanier distinct en cours d'accession à l'OMC, le 30<sup>e</sup> jour qui suivra la date à laquelle les instruments d'adhésion auront été déposés auprès du dépositaire.

*Article 17**Dépôt et Enregistrement*

1. Le présent accord sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.
2. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

FAIT à Seattle, le trente novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi.

**ANNEX I**  
**MINIMUM CONTRIBUTIONS OF DEVELOPED COUNTRY MEMBERS**

WTO Member	Contribution to Endowment Fund	Contribution to the Annual Budget During the First Five Years
Australia		
Austria		
Belgium		
Canada	US\$ 1,000,000	
Denmark	US\$ 1,000,000	
European Communities		
Finland	US\$ 1,000,000	
France		
Germany		
Greece		
Iceland		
Ireland	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
Italy	US\$ 1,000,000	
Japan		
Liechtenstein		
Luxembourg		
Netherlands	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
New Zealand		
Norway	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
Portugal		
Spain		
Sweden	US\$ 1,000,000	
Switzerland		
United Kingdom		US\$ 1,250,000
United States of America		

Note: If a Member considers it necessary, it may make its contribution to the endowment fund in equal annual instalments during the three years following the entry into force of this Agreement.

## ANNEXE I

## CONTRIBUTIONS MINIMALES DES PAYS DEVELOPÉS MEMBRES

Membre OMC	Contribution à la dotation en capital	Contribution au budget annuel pendant les cinq premières années
Allemagne		
Australie		
Autriche		
Belgique		
Canada	US\$ 1,000,000	
Communautés européennes		
Danemark	US\$ 1,000,000	
Espagne		
Etats-Unis d'Amérique		
Finlande	US\$ 1,000,000	
France		
Grèce		
Irlande	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
Islande		
Italie	US\$ 1,000,000	
Japon		
Liechtenstein		
Luxembourg		
Norvège	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
Nouvelle Zélande		
Pays-Bas	US\$ 1,000,000	US\$ 1,250,000
Portugal		
Royaume-Uni		US\$ 1,250,000
Suède	US\$ 1,000,000	
Suisse		

Note: Si un Membre l'estime nécessaire, il peut verser sa contribution à la dotation en capital par tranches annuelles du même montant pendant les trois années suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

**ANNEX II**  
**MINIMUM CONTRIBUTIONS OF DEVELOPING COUNTRY MEMBERS**  
**AND MEMBERS WITH AN ECONOMY IN TRANSITION**

Criteria	WTO MEMBER	% of WTO	Contribution to the Endowment Fund
<b>CATEGORY A</b>			
>1.5%	Hong Kong, China	3.54	US\$ 300,000
	Korea	2.32	US\$ 300,000
	Mexico	1.51	US\$ 300,000
	Singapore	2.25	US\$ 300,000
or high income	Brunet Darussalam	0.04	US\$ 300,000
	Cyprus	0.07	US\$ 300,000
	Israel	0.59	US\$ 300,000
	Kurwait	0.24	US\$ 300,000
	Macao	0.07	US\$ 300,000
	Qatar	0.06	US\$ 300,000
	United Arab Emirates	0.52	US\$ 300,000
<b>CATEGORY B</b>			
> 0.15% < 1.5%	Argentina	0.47	US\$ 100,000
	Brazil	0.92	US\$ 100,000
	Chile	0.29	US\$ 100,000
	Colombia	0.23	US\$ 100,000
	Czech Republic	0.51	US\$ 100,000
	Egypt	0.26	US\$ 100,000
	Hungary	0.32	US\$ 100,000
	India	0.57	US\$ 100,000
	Indonesia	0.87	US\$ 100,000
	Malaysia	1.31	US\$ 100,000
	Morocco	0.16	US\$ 100,000
	Nigeria	0.20	US\$ 100,000
	Pakistan	0.19	US\$ 100,000
	Philippines	0.46	US\$ 100,000
	Poland	0.48	US\$ 100,000
	Romania	0.13	US\$ 100,000
	Slovak Rep.	0.17	US\$ 100,000
	Slovenia	0.19	US\$ 100,000
	South Africa	0.55	US\$ 100,000
	Thailand	1.19	US\$ 100,000
Turkey	0.60	US\$ 100,000	
Venezuela	0.32	US\$ 100,000	
or upper middle income	Antigua and Barbuda	0.03	US\$ 100,000
	Bahrain	0.09	US\$ 100,000
	Barbados	0.03	US\$ 100,000
	Gabon	0.04	US\$ 100,000
	Malta	0.05	US\$ 100,000
	Mauritius	0.04	US\$ 100,000
	St. Kitts and Nevis	0.03	US\$ 100,000
	St. Lucia	0.03	US\$ 100,000
	Trinidad and Tobago	0.04	US\$ 100,000
	Uruguay	0.06	US\$ 100,000

**ANNEX II**  
**CONTRIBUTIONS MINIMALES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES**  
**ET DES MEMBRES DONT L'ÉCONOMIE EST EN TRANSITION**

Critère	MEMBRE OMC	% de la	Contribution à la dotation en capital
<b>CATEGORIE A</b>			
> 1.5%	Corée	2.32	US\$ 300,000
	Hong Kong, Chine	3.34	US\$ 300,000
	Mexique	1.51	US\$ 300,000
	Singapour	2.25	US\$ 300,000
ou Revenu élevé	Brunéi Darussalam	0.04	US\$ 300,000
	Chypre	0.07	US\$ 300,000
	Emirats arabes unis	0.52	US\$ 300,000
	Israël	0.59	US\$ 300,000
	Koweït	0.24	US\$ 300,000
	Macao	0.07	US\$ 300,000
	Qatar	0.06	US\$ 300,000
	<b>CATEGORIE B</b>		
> 0.15% < 1.5%	Afrique du Sud	0.55	US\$ 100,000
	Argentine	0.47	US\$ 100,000
	Bésil	0.92	US\$ 100,000
	Chili	0.29	US\$ 100,000
	Colombie	0.25	US\$ 100,000
	Egypte	0.26	US\$ 100,000
	Hongrie	0.32	US\$ 100,000
	Inde	0.57	US\$ 100,000
	Indonésie	0.87	US\$ 100,000
	Malaisie	1.31	US\$ 100,000
	Maroc	0.16	US\$ 100,000
	Nigeria	0.20	US\$ 100,000
	Pakistan	0.19	US\$ 100,000
	Philippines	0.46	US\$ 100,000
	Pologne	0.48	US\$ 100,000
	République slovaque	0.17	US\$ 100,000
	République tchèque	0.51	US\$ 100,000
	Roumanie	0.15	US\$ 100,000
	Slovénie	0.19	US\$ 100,000
	Thaïlande	1.19	US\$ 100,000
Turquie	0.60	US\$ 100,000	
Venezuela	0.32	US\$ 100,000	
ou Revenu moyen supérieur	Antigua-et-Barbuda	0.03	US\$ 100,000
	Bahrein	0.09	US\$ 100,000
	Barbade	0.03	US\$ 100,000
	Gabon	0.04	US\$ 100,000
	Malte	0.05	US\$ 100,000
	Maurice	0.04	US\$ 100,000
	St. Kitts-et-Nevis	0.03	US\$ 100,000
	St. Lucie	0.03	US\$ 100,000
	Trinité-et-Tobago	0.04	US\$ 100,000
	Uruguay	0.06	US\$ 100,000

CATEGORY C			
< 0.15%	Belize	0.03	US\$50,000
	Bolivia	0.03	US\$50,000
	Botswana	0.04	US\$50,000
	Bulgaria	0.11	US\$50,000
	Cameroon	0.04	US\$50,000
	Congo	0.04	US\$50,000
	Costa Rica	0.07	US\$50,000
	Côte d'Ivoire	0.07	US\$50,000
	Cuba	0.04	US\$50,000
	Dominican Republic	0.10	US\$50,000
	Dominica	0.03	US\$50,000
	Ecuador	0.09	US\$50,000
	El Salvador	0.04	US\$50,000
	Estonia*	0.03	US\$50,000
	Fiji	0.03	US\$50,000
	Ghana	0.03	US\$50,000
	Georgia*	0.03	US\$50,000
	Grenada	0.03	US\$50,000
	Guatemala	0.05	US\$50,000
	Guyana	0.03	US\$50,000
	Honduras	0.03	US\$50,000
	Jamaica	0.06	US\$50,000
	Kenya	0.05	US\$50,000
	Kyrgyz Republic	0.03	US\$50,000
	Latvia	0.03	US\$50,000
	Mongolia	0.03	US\$50,000
	Namibia	0.03	US\$50,000
	Nicaragua	0.03	US\$50,000
	Panama	0.14	US\$50,000
	Papua New-Guinea	0.05	US\$50,000
	Paraguay	0.05	US\$50,000
	Peru	0.12	US\$50,000
Senegal	0.03	US\$50,000	
Sri Lanka	0.09	US\$50,000	
St. Vincent and the Grenadines	0.03	US\$50,000	
Suriname	0.03	US\$50,000	
Swaziland	0.03	US\$50,000	
Tunisia	0.14	US\$50,000	
Zimbabwe	0.03	US\$50,000	
Least developed countries listed in Annex III that have accepted this Agreement			US\$50,000

\*Pending deposit of instrument of ratification

#### Notes:

If a Member considers it necessary, it may make its contribution in equal annual instalments during the four years following the entry into force of this Agreement.

The classification of countries listed in this Annex II into Group A, B and C Members was made on the basis of their share of world trade with an upward correction reflecting their per capita income, as indicated in the



CATEGORIE C			
< 0.15%	Belize	0.03	US\$50,000
	Bolivie	0.03	US\$50,000
	Botswana	0.04	US\$50,000
	Bulgarie	0.11	US\$50,000
	Cameroun	0.04	US\$50,000
	Congo	0.04	US\$50,000
	Costa Rica	0.07	US\$50,000
	Côte d'Ivoire	0.07	US\$50,000
	Cuba	0.04	US\$50,000
	Dominique	0.03	US\$50,000
	El Salvador	0.04	US\$50,000
	Equateur	0.09	US\$50,000
	Estonie*	0.03	US\$50,000
	Fidji	0.03	US\$50,000
	Georgie*	0.03	US\$50,000
	Ghana	0.03	US\$50,000
	Grenade	0.03	US\$50,000
	Guatemala	0.05	US\$50,000
	Guyana	0.03	US\$50,000
	Honduras	0.03	US\$50,000
	Jamaïque	0.06	US\$50,000
	Kenya	0.05	US\$50,000
	Lettonie	0.03	US\$50,000
	Mongolie	0.03	US\$50,000
	Namibie	0.03	US\$50,000
	Nicaragua	0.03	US\$50,000
	Panama	0.14	US\$50,000
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.05	US\$50,000
	Paraguay	0.05	US\$50,000
	Pérou	0.12	US\$50,000
	République dominicaine	0.10	US\$50,000
	République kirguize	0.03	US\$50,000
	Saint-Vincent-et-Grenadines	0.03	US\$50,000
	Sénégal	0.03	US\$50,000
	Sri Lanka	0.09	US\$50,000
	Suriname	0.03	US\$50,000
	Swaziland	0.03	US\$50,000
	Tunisie	0.14	US\$50,000
	Zimbabwe	0.03	US\$50,000
Pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui ont accepté le présent accord.			US\$50,000
*Attendant le dépôt de l'instrument d'acceptation			

## Notes:

1. Si un Membre l'estime nécessaire, il pourra verser sa contribution à la dotation en capital par tranches annuelles du même montant pendant les quatre années suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

table below. The share of world trade was determined on the basis of the share of world trade that the WTO used to determine the share of its Members in the expenses of the WTO. The per capita income was based on World Bank statistics. Taking into account these criteria and sources of statistics, the Management Board shall review the classification of Members listed in this Annex at least once every five years and, if necessary, modify the classification to reflect any changes in the share of world trade and/or per capita income of such Members.

Category	World Trade Share	GNP per capita
A	$\geq 1,5\%$ or	High Income Countries
B	$\geq 0,15\%$ and $< 1,5\%$ or	Upper Middle Income countries
C	$< 0,15\%$	

The provisions of Article 7 of this Agreement and Annex IV to this Agreement shall apply equally to the least developed countries listed in Annex III that have not accepted this Agreement and the least developed countries listed in Annex III that have accepted this Agreement.

States and customs territories listed in Annex II that are not Members of the Centre, may request the support of the Centre in WTO dispute settlement proceedings subject to the fees indicated in Annex IV to this Agreement. Such support will be provided on the condition that no Member of the Centre is involved in the same case or any Member that is involved in the same case authorises the Centres' support to such State or customs territory. All other services shall be provided exclusively to Members and least developed countries.

2. Le classement des pays énumérés dans la présente Annexe II en Membres du Groupe A, B et C a été effectué en fonction de leur part dans le commerce mondial avec une correction vers le haut pour tenir compte de leur revenu par habitant, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La part dans le commerce mondial a été déterminée sur la base de la part dans le commerce mondial utilisée par l'OMC pour déterminer la part qui incombe à ses Membres dans les dépenses de l'OMC. Le revenu par habitant est fondé sur des statistiques de la Banque mondiale. Compte tenu de ces critères et de ces sources statistiques, le Conseil de direction reverra le classement des Membres figurant dans la présente Annexe au moins une fois tous les cinq ans et si nécessaire, modifiera le classement pour tenir compte de tout changement de la part dans le commerce mondial et/ou du revenu par habitant desdits Membres.

Catégorie	Part du commerce mondial	PNB par habitant
A	> = 1,5% ou	Pays à revenu élevé
B	> = 0,15 % et < 1,5% ou	Pays à revenu moyen supérieur
C	< 0,15%	

3. Les dispositions de l'Article 7 et de l'Annexe IV du présent accord s'appliqueront de la même manière aux pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui n'ont pas accepté le présent accord et aux pays les moins avancés énumérés à l'Annexe III qui ont accepté le présent accord.

4. Les Etats et les territoires douaniers distincts énumérés à l'Annexe II qui ne sont pas Membres du Centre pourront solliciter l'aide du Centre dans des procédures de règlement des différends de l'OMC, sous réserve des frais énoncés à l'Annexe IV du présent accord. Ladite aide sera fournie à condition qu'aucun Membre du Centre ne soit impliqué par le même cas ou que tout Membre impliqué par le même cas autorise le Centre à aider ledit Etat ou territoire douanier. Tous les autres services seront fournis exclusivement aux Membres et aux pays les moins avancés.

## ANNEX III

## LEAST DEVELOPED COUNTRIES ENTITLED TO THE SERVICES OF THE CENTRE

WTO Member	% of WTO Contribution
Angola	0.07
Bangladesh	0.09
Benin	0.03
Bhutan*	0.03
Burkina Faso	0.03
Burundi	0.03
Cambodia	0.03
Cape Verde*	0.03
Central Rep. Africa	0.03
Chad	0.03
Democratic Republic of Congo	0.03
Djibouti	0.03
Gambia	0.03
Guinea rep.	0.03
Guinea-Bissau	0.03
Haiti	0.03
Lao People's Democratic Republic*	0.03
Lesotho	0.03
Madagascar	0.03
Malawi	0.03
Maldives	0.03
Mali	0.03
Mauritania	0.03
Mozambique	0.03
Myanmar	0.03
Nepal*	0.03
Niger	0.03
Rwanda	0.03
Samoa*	0.03
Sierra Leone	0.03
Solomon Islands	0.03
Sudan*	0.03
Tanzania	0.03
Togo	0.03
Uganda	0.03
Vanuatu*	0.03
Zambia	0.03

\* In the process of acceding to the WTO.

Note: If the United Nations designate a country not listed in this Annex as a least developed country, such country shall be deemed to be listed in this Annex provided it is a Member of the WTO or in the process of acceding to the WTO. If a country listed in this Annex ceases to be designated as a least developed country by the United Nations, it shall be deemed to be a country not listed in this Annex.

## ANNEXE III

## PAYS LES MOINS AVANCÉS AYANT DROIT AUX SERVICES DU CENTRE

Membre OMC	% de la contribution à l'OMC
Angola	0.07
Bangladesh	0.09
Bénin	0.03
Bhoutan*	0.03
Burkina Faso	0.03
Burundi	0.03
Cambodge*	0.03
Cap-Vert*	0.03
Djibouti	0.03
Gambie	0.03
Guinée-Bissau	0.03
Haiti	0.03
Iles Salomon	0.03
Lesotho	0.03
Madagascar	0.03
Malawi	0.03
Maldives	0.03
Mali	0.03
Mauritanie	0.03
Mozambique	0.03
Myanmar	0.03
Nepal*	0.03
Niger	0.03
République centrafricaine	0.03
République démocratique du Congo	0.03
République de Guinée	0.03
République démocratique populaire Lao*	0.03
Rwanda	0.03
Samoa*	0.03
Sierra Leone	0.03
Soudan*	0.03
Tanzanie	0.03
Tchad	0.03
Togo	0.03
Uganda	0.03
Vanuatu*	0.03
Zambie	0.03

\* En cours d'accèsion à l'OMC.

Note: Si les Nations Unies désignent un pays qui ne figure pas dans la présente Annexe comme étant parmi les pays les moins avancés, le Conseil de direction ajoutera ce pays à la présente Annexe, à condition qu'il soit Membre de l'OMC ou en cours d'accèsion à l'OMC. Si un pays énuméré dans la présente Annexe n'est plus considéré par les Nations Unies comme étant parmi les pays les moins avancés, le Conseil de direction supprimera ledit pays de la présente Annexe.

**ANNEX IV**  
**SCHEDULE OF FEES FOR SERVICES RENDERED BY THE CENTRE**

SERVICE	CHARGE (hourly rate)
Legal advice on WTO Law:	
Members and least developed countries	Free, subject to a maximum of hours to be determined by the Management Board.
Developing countries not Members of the Centre:	
Category A	US\$ 350
Category B	US\$ 300
Category C	US\$ 250
Support in WTO dispute settlement proceedings :	
Charges will be levied by hours or by case. When charged by case, cost estimates would be offered for each phase of the proceedings (i.e. for panel phase, for appeal phase, etc.).	
When two Members or a Member and a least developing country seek the services of the Centre, and subcontracting external legal counsel becomes necessary, the fees for both parties will be increased by 20 percent.	
• Members and least developed countries:	A percentage of the hourly rate (US\$250)
	Discount                  Payable hourly rate
Category A	20%                  US\$ 200
Category B	40%                  US\$ 150
Category C	60%                  US\$ 100
Least developed countries	90%                  US\$ 25
• Developing countries not Members of the Centre:	
Category A	US\$ 350
Category B	US\$ 300
Category C	US\$ 250
• Seminars on jurisprudence and other training activities	Free for Members
Internships:	
Least developed countries	Subject to availability of sponsorships. The Centre shall pay expenses and salary.
Members	Expenses and salary to be paid by the government of the trainee except when sponsorship is available.

Note: This schedule of fees may be adjusted by the General Assembly upon a proposal from the Management Board to reflect changes in the Swiss consumer price index.

**ANNEXE IV**  
**TARIF DES SERVICES FOURNIS PAR LE CENTRE**

SERVICE	FRAIS (taux horaire)
Avis juridiques sur la législation de l'OMC:	
Membres et pays les moins avancés	Gratuit, sous réserve d'un nombre d'heures maximum à déterminer par le Conseil de direction.
Pays en développement non Membres du Centre:	
Catégorie A	US\$ 350
Catégorie B	US\$ 300
Catégorie C	US\$ 250
Aide dans les procédures de règlement des différends de l'OMC:	
Les frais seront facturés à l'heure ou au cas. Lorsqu'ils sont facturés au cas, des devis seront proposés pour chaque phase de la procédure (notamment pour la phase du groupe spécial, la phase d'appel etc.).	
Lorsque deux Membres ou un Membre et un pays moins avancé sollicitent les services du Centre, et qu'il devient nécessaire de sous-traiter des consultations juridiques externes, les frais des deux parties seront majorés de 20 pour cent.	
• Membres et pays les moins avancés:	Un pourcentage du tarif horaire (US\$250)
	Rabais                      Tarif horaire payable
Catégorie A	20%                      US\$ 200
Catégorie B	40%                      US\$ 150
Catégorie C	60%                      US\$ 100
Pays les moins avancés	90%                      US\$ 25
• Pays en développement non Membres du Centre:	
Catégorie A	US\$ 350
Catégorie B	US\$ 300
Catégorie C	US\$ 250
• Séminaires sur la jurisprudence et autres activités de formation	Gratuit pour les Membres
Stages:	
Pays les moins avancés	Sous réserve de parrainage. Le Centre paiera les frais et le salaire.
Membres	Les frais et le salaire sont à la charge du gouvernement du stagiaire, sauf en cas de parrainage.

Note: Ce tarif peut être modifié par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil de direction pour tenir compte des modifications de l'indice suisse des prix à la consommation.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized have signed this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités, ont signé le présent Accord.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados, han firmado el presente Acuerdo.

DONE at Seattle this thirtieth day of November one thousand nine hundred and ninety-nine.

FAIT à Seattle, le trente novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

HECHO en Seattle, le treinta de noviembre de mil novecientos noventa y nueve.

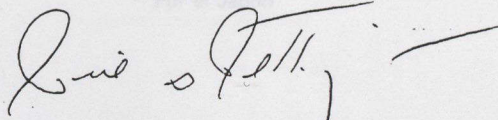
For Australia  
Pour l'Australie  
Por Australia

For the Republic of Austria  
Pour la République d'Autriche  
Por la República de Austria

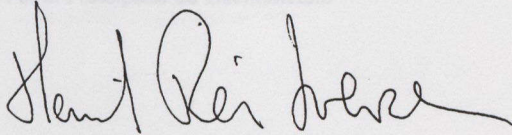
For the Kingdom of Belgium  
Pour le Royaume de Belgique  
Por el Reino de Bélgica



For Canada  
Pour le Canada  
Por el Canadá

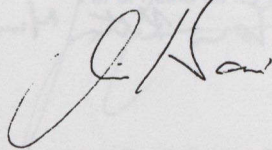


For the Kingdom of Denmark  
Pour le Royaume du Danemark  
Por el Reino de Dinamarca

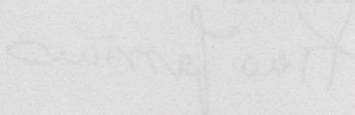


For the European Communities  
Pour les Communautés européennes  
Por las Comunidades Europeas

For the Republic of Finland  
Pour le République de Finlande  
Por la República de Finlandia



For the French Republic  
Pour la République française  
Por la República Francesa



For the Federal Republic of Germany  
Pour la République fédérale d'Allemagne  
Por la República Federal de Alemania

For the Hellenic Republic  
Pour la République hellénique  
Por la República Helénica

For the Republic of Iceland  
Pour la République d'Islande  
Por la República de Islandia

For Ireland  
Pour l'Irlande  
Por Irlanda

*Tom Kitt, Minister of State,*

For the Italian Republic  
Pour la République italienne  
Por la República Italiana

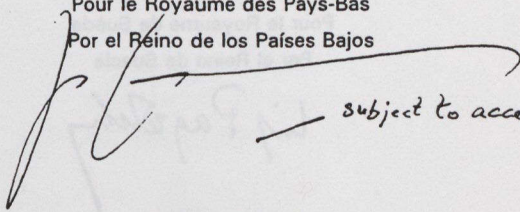
*Renzo Formica*

For Japan  
Pour le Japon  
Por el Japón

For the Principality of Liechtenstein  
Pour la Principauté de Liechtenstein  
Por el Principado de Liechtenstein

For the Grand Duchy of Luxembourg  
Pour le Grand-Duché de Luxembourg  
Por el Gran Ducado de Luxemburgo

For the Kingdom of the Netherlands  
Pour le Royaume des Pays-Bas  
Por el Reino de los Países Bajos

 subject to acceptance

For New Zealand  
Pour la Nouvelle-Zélande  
Por Nueva Zelandia

For the Kingdom of Norway  
 Pour le Royaume de Norvège  
 Por el Reino de Noruega

*Jan Stenstad*  
 (subject to ratification)

For the Portuguese Republic  
 Pour la République portugaise  
 Por la República Portuguesa

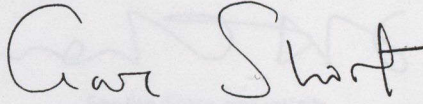
For the Kingdom of Spain  
 Pour le Royaume d'Espagne  
 Por el Reino de España

For the Kingdom of Sweden  
 Pour le Royaume de Suède  
 Por el Reino de Suecia

*Lij Pajotky*

For the Swiss Confederation  
 Pour la Confédération suisse  
 Por la Confederación Suiza

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
Pour la Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte

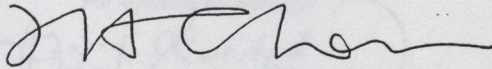
A handwritten signature in black ink, appearing to read "Carl Sauer". The signature is written in a cursive style with a large initial 'C' and a long horizontal stroke at the end.

For the United States of America  
Pour les Etats-Unis d'Amérique  
Por los Estados Unidos de América

For Hong Kong, China

Pour Hong Kong, Chine

Por Hong Kong, China



For the Republic of Korea

Pour la République de Corée

Por le República de Corea

For the United Mexican States

Pour les Etats-Unis du Mexique

Por los Estados Unidos Mexicanos

For the Republic of Singapore

Pour la République de Singapour

Por la República de Singapur

For Brunei Darussalam

Pour Brunéi Darussalam

Por Brunei Darussalam

For the Republic of Cyprus

Pour la République de Chypre

Por la República de Chipre

For the State of Israel  
Pour l'Etat d'Israël  
Por el Estado de Israel

For the State of Kuwait  
Pour l'Etat du Koweït  
Por el Estado de Kuwait

For Macau  
Pour Macao  
Por Macao

For the State of Qatar  
Pour l'Etat du Qatar  
Por el Estado de Qatar

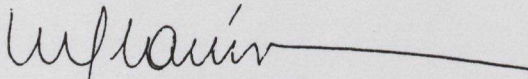
For the United Arab Emirates  
Pour les Emirats arabes unis  
Por los Emiratos Arabes Unidos

For the Argentine Republic  
Pour la République argentine  
Por la República Argentina

For the Federative Republic of Brazil  
Pour la République fédérative du Brésil  
Por la República Federativa del Brasil

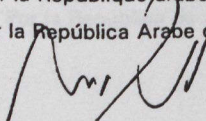
For the Republic of Chile  
Pour la République du Chili  
Por la República de Chile

For the Republic of Colombia  
Pour la République de Colombie  
Por la República de Colombia

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Hain', followed by a long horizontal line extending to the right.

For the Czech Republic  
Pour la République tchèque  
Por la República Checa

For the Arab Republic of Egypt  
Pour la République arabe d'Egypte  
Por la República Árabe de Egipto

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. M. M.', written in a stylized, cursive script.



For the Republic of Hungary  
Pour la République de Hongrie  
Por la República de Hungría

For the Republic of India  
Pour la République de l'Inde  
Por la República de la India

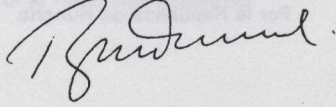
For the Republic of Indonesia  
Pour la République d'Indonésie  
Por la República de Indonesia

For Malaysia  
Pour la Malaisie  
Por Malasia

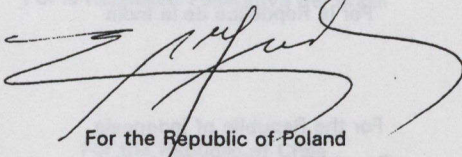
For the Kingdom of Morocco  
Pour le Royaume du Maroc  
Por el Reino de Marruecos

For the Federal Republic of Nigeria  
Pour la République fédérale du Nigéria  
Por la República Federal de Nigeria

For the Islamic Republic of Pakistan  
Pour la République islamique du Pakistan  
Por la República Islámica del Pakistán



For the Republic of the Philippines  
Pour la République des Philippines  
Por la República de Filipinas



For the Republic of Poland  
Pour la République de Pologne  
Por la República de Polonia

For Romania  
Pour la Roumanie  
Por Rumania



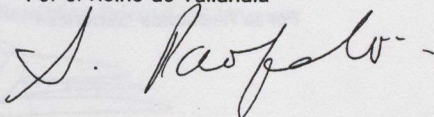
For the Slovak Republic  
Pour la République slovaque  
Por la República Eslovaca

For the Republic of Slovenia  
Pour la République de Slovénie  
Por la República de Eslovenia



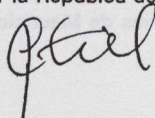
For the Republic of South Africa  
Pour la République sud-africaine  
Por la República de Sudáfrica

For the Kingdom of Thailand  
Pour le Royaume de Thaïlande  
Por el Reino de Tailandia

A handwritten signature in black ink, appearing to read "S. Raspolov". The signature is written in a cursive style with a horizontal line extending to the right.

For the Republic of Turkey  
Pour la République turque  
Por la República de Turquía

For the Republic of Venezuela  
Pour la République du Venezuela  
Por la República de Venezuela

A handwritten signature in black ink, appearing to read "P. Stiel". The signature is written in a cursive style.

For Antigua and Barbuda  
Pour Antigua et Barbuda  
Por Antigua y Barbuda

For the State of Bahrain  
Pour l'Etat de Bahraïn  
Por el Estado de Bahrein

For Barbados  
Pour la Barbade  
Por Barbados

For the Gabonese Republic  
Pour la République gabonaise  
Por la República Gabonesa

For the Republic of Malta  
Pour la République de Malte  
Por la República de Malta

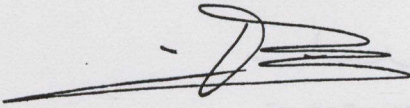
For the Republic of Mauritius  
Pour la République de Maurice  
Por la República de Mauricio

For Saint Kitts and Nevis  
Pour Saint-Kitts-Nevis  
Por Saint Kitts y Nevis

For Saint Lucia  
Pour Sainte-Lucie  
Por Santa Lucía

For the Republic of Trinidad and Tobago  
Pour la République de Trinité-et-Tobago  
Por la República de Trinidad y Tabago

For the Eastern Republic of Uruguay  
Pour la République orientale de l'Uruguay  
Por la República Oriental del Uruguay

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

For the Republic of Trinidad and Tobago  
Pour la République de Trinité-et-Tobago  
Por la República de Trinidad y Tabago

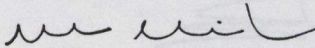
For the Republic of Trinidad and Tobago  
Pour la République de Trinité-et-Tobago  
Por la República de Trinidad y Tabago

For the Commonwealth of Dominica  
Pour le Commonwealth de la Dominique  
Por la República del Dominico

For the Republic of Trinidad and Tobago  
Pour la République de Trinité-et-Tobago  
Por la República de Trinidad y Tabago

For Belize  
Pour le Belize  
Por Belice

For the Republic of Bolivia  
Pour la République de Bolivie  
Por la República de Bolivia

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

For the Republic of Botswana  
Pour la République du Botswana  
Por le República de Botswana

For the Republic of Bulgaria  
Pour la République de Bulgarie  
Por le República de Bulgaria

For the Republic of Cameroon  
Pour la République du Cameroun  
Por la República del Camerún

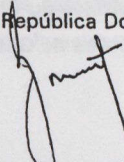
For the Republic of the Congo  
Pour la République du Congo  
Por la República del Congo

For the Republic of Costa Rica  
Pour la République du Costa Rica  
Por la república de Costa Rica

For the Republic of Côte d'Ivoire  
Pour la République de Côte d'Ivoire  
Por la República de Côte d'Ivoire

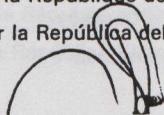
For the Republic of Cuba  
Pour la République de Cuba  
Por la República de Cuba

For the Dominican Republic  
Pour la République Dominicaine  
Por la República Dominicana

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a horizontal stroke.

For the Commonwealth of Dominica  
Pour le Commonwealth de la Dominique  
Por el Commonwealth de Dominica

For the Republic of Ecuador  
Pour la République de l'Equateur  
Por la República del Ecuador

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping arch at the beginning followed by several loops.

For the Republic of El Salvador  
Pour la République du Salvador  
Por la República de El Salvador

For the Republic of Estonia  
Pour la République d'Estonie  
Por la República de Estonia

For the Republic of Fiji  
Pour la République des Fidji  
Por la República de Fiji


For the Republic of Ghana  
Pour la République du Ghana  
Por la República de Ghana

For Georgia  
Pour la Géorgie  
Por Georgia

For Grenada  
Pour la Grenade  
Por Granada



For the Republic of Guatemala  
Pour la République du Guatemala  
Por la República de Guatemala



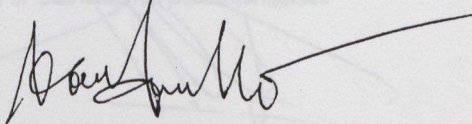
For the Republic of Guyana  
Pour la République de Guyana  
Por la República de Guyana

For the Republic of Honduras  
Pour la République du Honduras  
Por la República de Honduras



For Jamaica  
Pour la Jamaïque  
Por Jamaica

For the Republic of Kenya  
Pour la République du Kenya  
Por la República de Kenya



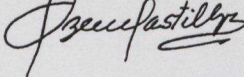
For the Kyrgyz Republic  
Pour la République Kirghize  
Por la República Kirguistán

For the Republic of Latvia  
Pour la République de Lettonie  
Por la República de Letonia

For Mongolia  
Pour la Mongolie  
Por Mongolia

For the Republic of Namibia  
Pour la République de Namibie  
Por la República de Namibia

For the Republic of Nicaragua  
Pour la République du Nicaragua  
Por la República de Nicaragua

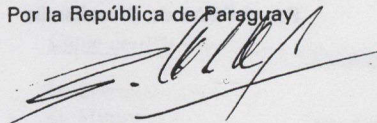


For the Republic of Panama  
Pour la République de Panama  
Por la República de Panamá

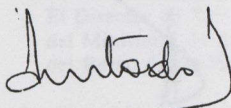


For the Independent State of Papua New-Guinea  
Pour l'Etat Indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Por el Estado Independiente de Papua-Nueva Guinea

For the Republic of Paraguay  
Pour la République du Paraguay  
Por la República de Paraguay



For the Republic of Peru  
Pour la République du Pérou  
Por la República del Perú



For the Republic of Senegal  
Pour la République du Sénégal  
Por la República del Senegal

For the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka  
Pour la République Démocratique Socialiste de Sri Lanka  
Por la República Democrática Socialista de Sri Lanka

For Saint Vincent and the Grenadines  
Pour Saint-Vincent-et-Grenadines  
Por San Vicente y las Granadinas

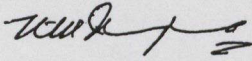
For the Republic of Suriname  
Pour la République du Suriname  
Por la República de Suriname

For the Kingdom of Swaziland  
Pour le Royaume du Swaziland  
Por el Reino de Swazilandia

For the Republic of Tunisia  
Pour la République Tunisienne  
Por la República de Túnez



For the Republic of Zimbabwe  
Pour la République du Zimbabwe  
Por la República de Zimbabwe



Certified true copy of the original

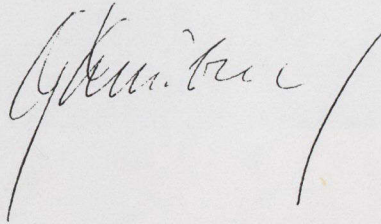
The Director of Treaties  
of the Ministry of Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands

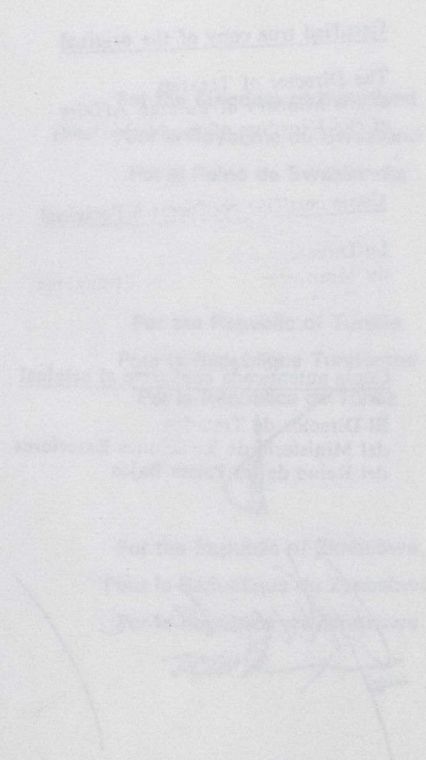
Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités  
du Ministère des Affaires Étrangères  
du Royaume des Pays-Bas

Copia autenticada conforme al original

El Director de Tratados  
del Ministerio de Relaciones Exteriores  
del Reino de los Países Bajos

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'G. M. B. C.', written in a cursive style. The signature is positioned in the lower half of the page, below the official text.



© Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or  
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No.: E3-2001/21

ISBN 0-660-61754-4

© Ministre des Travaux publics et Services

gouvernementaux Canada - 1998

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la  
poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada

- TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue : E3-2001/21

ISBN 0-660-61754-4

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01039959 3

Storage

CA1 EA10 2001T21 EXF

Agreement establishing the Advisory

Centre on WTO Law (2001)

Trade : agreement establishing the

Advisory Centre on WTO Law =

Commerce : accord instituant le

centre consultatif sur la le

